



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1987 B 00078

Numéro SIREN : 339 887 036

Nom ou dénomination : EFI-SCIENCES

Ce dépôt a été enregistré le 12/05/2014 sous le numéro de dépôt 5007

**« CABINET LAMBION EXPERTISE
COMPTABLE »
SAS au capital de 88.000 €
Siège social : 10, rue Jules Verne
Le Forum d'Orvault
44700 ORVAULT
339 887 036 R.C.S NANTES**

**« CABINET CLAUDE BONNET »
SAS au capital de 200.000 €
Siège Social : 10, rue Jules Verne
Le Forum d'Orvault
44700 ORVAULT
379 207 558 R.C.S. NANTES**

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LA SOUSSIGNEE :

Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX,

Agissant au nom et pour le compte de la société **CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE**,
Société par actions simplifiée au capital de 88.000 €,
Dont le siège social est à ORVAULT (44700), 10, rue Jules Verne, Le Forum d'Orvault,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le n° 339 887 036,

En sa qualité de Président,

ET :

Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX,

Agissant au nom et pour le compte de la société **CABINET CLAUDE BONNET**,
Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €,
Dont le siège social est à ORVAULT (44700), 10, rue Jules Verne, Le Forum d'Orvault,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le n° 379 207 558,

En sa qualité de Président,

Fait les déclarations suivantes en application des articles L. 236-6 du Code de commerce et R 236-4 du Code de Commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES avec les présentes, en suite des opérations ci-après relatées.

1 - Le projet étant né d'une fusion entre la Société "CABINET CLAUDE BONNET" et la Société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" par voie d'absorption de la première par la seconde, Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX, agissant en qualité de Président de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" et agissant en qualité de Président de la société "CABINET CLAUDE BONNET", a arrêté ce projet, conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du Code de Commerce, contenant notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des Sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'actif et du

passif de la Société CABINET CLAUDE BONNET devant être transmis à la Société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE, le rapport d'échange des droits sociaux.

2 - Le 13 février 2014, le Président de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" et le Président de la société "CABINET CLAUDE BONNET" ont signé le projet de fusion.

3 - La Société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE ayant détenu, dans les conditions prévues par l'article L 236-11-1 du Code de commerce, au moins 90 % des actions de la Société CABINET CLAUDE BONNET, il n'y a pas lieu à l'établissement des rapports prévus par les articles L 236-9 et L 236-10 du Code de commerce, l'actionnaire minoritaire s'étant vu proposé le 18 février 2014 le rachat de son action par la société absorbante à un prix correspondant à la valeur des actions de la Société "CABINET CLAUDE BONNET".

4 - Conformément à l'article L 236-6 du Code de Commerce, le projet de fusion a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES le 13 février 2014 pour la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" et pour la société "CABINET CLAUDE BONNET".

5 - Conformément à l'article R 236-2 du Code de Commerce, le projet de fusion a fait l'objet d'une insertion au Bulletin Officiel des annonces légales civiles et commerciales le 21 février 2014 au nom de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" et au nom de la société "CABINET CLAUDE BONNET".

6 - Le 1^{er} avril 2014, la collectivité des associés de la Société "CABINET CLAUDE BONNET" a approuvé la fusion projetée avec la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" et décidé que la Société serait dissoute de plein droit, sans liquidation le jour de la réalisation définitive de la fusion.

7 - Le 1^{er} avril 2014, la collectivité des associés de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" a :

- approuvé la fusion, l'évaluation des apports en nature et la rémunération prévue au projet de fusion,
- décidé en conséquence d'augmenter le capital social d'une somme de 5,08 € par création d'une action de 5,08 €, pour le porter à 88.005,08 € (QUATRE VINGT HUIT MILLE CINQ EUROS HUIT CENTS),
- constaté en tant que de besoin la dissolution sans liquidation de la société "CABINET CLAUDE BONNET",
- adopté la dénomination sociale de "EFI-SCIENCES",
- augmenté le capital d'une somme de MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS ET QUATRE VINGT DOUZE CENTIMES (1.994,92 €), pour le porter à QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90.000 €), par prélèvement à due concurrence sur la réserve facultative.

8 - L'avis prévu par l'article R 210-9 du Code de Commerce en ce qui concerne la fusion et l'augmentation du capital de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" devenue "EFI-SCIENCES" a été publié dans " *Informations Judiciaires* " du 13 avril 2014 et l'avis prévu par l'article R 237-2 du Code de Commerce, en ce qui concerne la dissolution de la société "CABINET CLAUDE BONNET" a été publié dans " *Informations Judiciaires* " du 8 avril 2014.

9 - Sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES à l'appui de la présente déclaration :

- un exemplaire du procès-verbal des décisions prises à l'unanimité des associés de la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" devenue "EFI-SCIENCES" du 31 mars 2014 ;
- une copie certifiée conforme des nouveaux statuts de la Société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE" devenue "EFI-SCIENCES" ;
- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions prises à l'unanimité des associés de la société "CABINET CLAUDE BONNET" du 31 mars 2014.

Comme conséquence de la déclaration qui précède, la soussignée, ès qualités, affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la Loi que les opérations de fusion et les autres modifications statutaires sus-énoncées ont été décidées et réalisées en conformité de la Loi et des règlements.

Fait à NANTES (44)
Le 18 avril 2014
En quatre exemplaires

Pour la société "CABINET CLAUDE BONNET" :
Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX



Pour la société "CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE"
devenue "EFI-SCIENCES" :
Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX



Déposé au Greffe
le 12 MAI 2014
sous le N° 5007
RCS N° 37 678

Société par Actions Simplifiée

EEL-SCIENCES

Statuts

Adoptés le 1^{er} avril 2014



Article 1^{er} - Forme

La Société a été constituée sous la forme de la Société Anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date ORVAULT du 23 Décembre 1986, enregistré à NANTES OUEST, le 5 Janvier 1987.

Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant décision unanime des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26 Mars 2005.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, du code de commerce, ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est : EFI-SCIENCES.

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes auprès de laquelle la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 10, rue Jules Verne 44700 ORVAULT.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 5 -Durée -Année sociale

1 -La durée de la Société reste fixée à 99 années à compter du son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 -L'année sociale commence le 1^{er} Octobre et finit le 30 Septembre.

Article 6 -Formation du capital

Lors de la constitution, le capital a été fixé à 250 000 Francs, divisé en 2 500 actions représentant des apports en numéraire.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Novembre 1996, le capital a été augmenté de 100 000 Francs. Il a ainsi été porté de 250 000 Francs à 350 000 Francs par la souscription de 1 000 Actions nouvelles de 100 Francs chacune.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 5 Décembre 1998, le capital a été augmenté de 75 000 Francs. Il a ainsi été porté de 350 000 Francs à 425 000 Francs par la souscription de 750 actions nouvelles de 100 Francs chacune.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Décembre 2000, le capital a été augmenté de 75 000 Francs. Il a ainsi été porté de 425 000 Francs à 500 000 Francs par la souscription de 750 actions nouvelles de 100 Francs chacune.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 17 Janvier 2001, le capital a été augmenté de 77 200 Francs par la souscription de 772 actions nouvelles de 100 Francs chacune. Ce nouveau capital a été converti en Euros et ajusté à un chiffre rond par une augmentation de 6,43 Euros prélevés sur le report à nouveau, ce qui a porté le capital à 88 000 Euros.

Aux termes d'une décision du 1^{er} avril 2014, la collectivité des associés a :

- divisé la valeur nominale des 5.772 actions par 3, de sorte que le nombre d'actions s'élève après cette opération à 17.316.
- approuvé la fusion par voie d'absorption de la société CABINET CLAUDE BONNET, Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €, dont le siège social est à ORVAULT (44700), 10, rue Jules Verne, Le Forum d'Orvault, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le n° 379 207 558. Il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette Société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 245.463,23 €.
- augmenté le capital social d'une somme de 5,08 € par création d'une action du fait de la fusion absorption.
- augmenté le capital social d'une somme de 1.994,92 €, par prélèvement à due concurrence sur la réserve facultative et par augmentation de la valeur nominale de 17.317 actions.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90.000 €). Il est divisé en DIX SEPT MILLE TROIS CENT DIX SEPT (17.317) actions de 5,20 € chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables ou commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

1) Droits des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

2) Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propiétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-proprétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 - Transmission des actions

Toute cession d'actions que ce soit entre associés ou au profit d'un tiers non associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 14 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts comptables au-dessous des quotités légales, le conseil régional de l'Ordre dont elle relève peut lui accorder un délai maximum de deux ans en vue de régulariser sa situation. Le professionnel concerné dispose de ce délai pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est choisi parmi les associés, personnes physiques, d'une part, inscrits au tableau de l'Ordre des experts-comptables et, d'autre part, inscrits sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. La collectivité des associés fixe sa rémunération.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 16 – Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste professionnelle ou parmi les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 – Modalités de la consultation des associés

Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celles-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 21 – Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont prises dans les conditions suivantes :

. quorum : un ou plusieurs associés, représentant au moins la moitié des actions ayant le droit de vote, sur la première consultation ou convocation. Aucun quorum n'est requis sur deuxième consultation ou convocation.

. majorité : majorité absolue des actions ayant le droit de vote, sur première consultation ou convocation et majorité relative des actions ayant le droit de vote, sur deuxième consultation ou convocation.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont prises dans les conditions suivantes :

. quorum : un ou plusieurs associés, représentant au moins la moitié des actions ayant le droit de vote, sur la première consultation ou convocation et un ou plusieurs associés, représentant au moins le quart des actions ayant le droit de vote, sur deuxième consultation ou convocation.

. majorité : majorité des deux tiers des actions ayant le droit de vote, qu'il s'agisse d'une première ou d'une deuxième consultation ou convocation.

Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la société,
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,
- agrément d'un nouvel associé.

Toutefois, ne pourront être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives :

- à l'inaliénabilité des actions,
- à l'agrément lors des cessions d'actions,
- à l'exclusion d'un actionnaire,
- à la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 22 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 23 – Représentation sociale

Conformément aux dispositions de l'article L.2323-66 du Code du travail, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis à la sous-section visée par ledit article auprès du Président de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L.2323-67 du Code du travail, deux membres du comité d'entreprise, désignés par ce comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

Le comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées. Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées, accompagnées du texte des projets de résolutions, par lettre recommandée avec accusé de réception, par un représentant du comité au Président. Elles doivent être reçues au siège social quinze jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Article 24 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de

l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 25 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 26 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 27 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Déposé au Greffe
le 12 MAI 2014

« CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE »
Société par actions simplifiée au capital de 88.000 €
Siège social : 10, rue Jules Verne, Le Forum d'Orvault
44700 ORVAULT
339.887.036 R.C.S NANTES

Sous le N° 5007
RCS N° 87 578

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS PRISES A L'UNANIMITE DES ASSOCIES
EN DATE DU 1^{er} AVRIL 2014**

LES SOUSSIGNES :

. Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX, propriétaire de	1 action
. La société ABACUS, représentée par Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX, propriétaire de	5.771 actions

Total égal au nombre d'actions composant le capital social	5.772 actions

Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX intervenant également en qualité de Président de la société,

La société SACOPAL – Société d'Audit et de Commissariat aux Comptes des Pays de la Loire, Commissaire aux comptes, étant absente.

ONT PRIS, A L'UNANIMITE, LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

La collectivité des associés décide de diviser la valeur nominale des CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE DOUZE (5.772) actions par 3, chaque associé recevant ainsi, pour chacune de ses actions, TROIS (3) actions.

En conséquence, le capital social de la Société se trouve désormais divisé en DIX SEPT MILLE TROIS CENT SEIZE (17.316) actions de CINQ EUROS HUIT CENTIMES (5,08 €) de valeur nominale.

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés,

Après avoir pris connaissance du projet de fusion en date du 13 février 2014 contenant apport à titre de fusion par la société CABINET CLAUDE BONNET de l'ensemble de ses biens, droits et obligations à la société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE,

1) Approuve dans toutes ses dispositions le projet de fusion et décide la fusion par voie d'absorption de la société CABINET CLAUDE BONNET par la société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE,

2) Prend acte qu'une erreur matérielle a été constatée dans le projet de fusion, la valorisation de l'actif apporté d'un montant de 951.296,06 €uros correspond bien à sa valorisation au 30 septembre 2013 et non au 31 décembre 2012 comme indiqué par erreur, en page 6 du projet de fusion et que la fusion a bien un effet rétroactif sur le plan comptable et fiscal au 1^{er} octobre 2013,

3) Approuve la transmission universelle du patrimoine de la société CABINET CLAUDE BONNET ainsi que l'évaluation qui en a été faite, la valeur de l'actif net au 30 septembre 2013 ainsi transmis s'élevant à 245.463,32 €,

3) Approuve la rémunération de la fusion selon un rapport d'échange de 1,112125 actions de la société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE pour 1 action de la société CABINET CLAUDE BONNET,

4) Prend acte que Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX accepte de renoncer à ses droits d'associé à hauteur de 0,11 action.

TROISIEME DECISION

La collectivité des associés constate et décide que :

- par suite de l'adoption de la décision qui précède, le capital social devrait être augmenté d'une somme de QUARANTE CINQ MILLE DEUX CENT QUATORZE EUROS CINQUANTE CINQ CENTIMES (45.214,55 €) par la création de HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT (8.897) actions nouvelles d'une valeur nominale de CINQ EUROS HUIT CENTIMES (5,08 €).

- toutefois, la société absorbante ne peut acquérir des actions qu'elle possède déjà, c'est pourquoi la société absorbante CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE renonce à ses droits d'associé de la société absorbée CABINET CLAUDE BONNET.

- en définitive, le capital social est augmenté d'une somme de CINQ EUROS HUIT CENTIMES (5,08 €) par création d'une action nouvelle d'une valeur nominale de CINQ EUROS HUIT CENTIMES (5,08 €), portant jouissance de ce jour.

- après cette opération, le capital social de la société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE est de QUATRE VINGT HUIT MILLE CINQ EUROS HUIT CENTS (88.005,08 €), divisé en DIX SEPT MILLE TROIS CENT DIX SEPT (17.317) actions d'une valeur nominale de CINQ EUROS HUIT CENTIMES (5,08 €).

QUATRIEME DECISION

La collectivité des associés constate que la différence entre la valeur nette des biens et droits apportés, soit DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE QUATRE CENT SOIXANTE TROIS EUROS TRENTE DEUX CENTIMES (245.463,32 €), et de l'actif net reçu par la Société absorbante à hauteur de sa participation dans la Société absorbée soit DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE QUATRE CENT TRENTE DEUX EUROS SOIXANTE QUATRE CENTIMES (245.432,64 €), soit globalement une valeur après déduction de TRENTE EUROS SOIXANTE HUIT CENTIMES (30,68 €) et la valeur nominale des parts sociales qui seront créées par la société absorbante au titre de l'augmentation du capital social susvisée (soit 5,08 €uros), différence par conséquent égale à VINGT CINQ EUROS SOIXANTE CENTIMES (25,60 €) constituera une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la Société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE et sur laquelle porteront les droits de tous les associés anciens et nouveaux de la société.

CINQUIEME DECISION

La collectivité des associés, en conséquence des décisions qui précèdent, constate que devient définitif l'apport-fusion effectué par la Société CABINET CLAUDE BONNET à la Société CABINET LAMBION EXPERTISE COMPTABLE.

Elle prend acte que la fusion prend effet au 1^{er} octobre 2013 sur un plan fiscal et comptable.

En tant que de besoin, elle constate, par l'effet de la réalisation définitive de la fusion, la dissolution sans liquidation à compter de ce jour de la société CABINET CLAUDE BONNET.

SIXIEME DECISION

La collectivité des associés décide d'adopter la dénomination sociale de "EFI-SCIENCES".

SEPTIEME DECISION

La collectivité des associés, après avoir constaté que le capital était intégralement libéré, décide d'augmenter le capital d'une somme de MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS ET QUATRE VINGT DOUZE CENTIMES (1.994,92 €), pour le porter de QUATRE VINGT HUIT MILLE CINQ EUROS HUIT CENTIMES (88.005,08 €) à QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90.000 €), par prélèvement à due concurrence sur la réserve facultative.

Cette augmentation de capital est réalisée par augmentation de la valeur nominale des DIX SEPT MILLE TROIS CENT DIX SEPT (17.317) actions de la Société.

HUITIEME DECISION

La collectivité des associés, compte tenu des décisions qui précèdent, décide d'adopter de nouveaux statuts.



Elle adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts de la Société.

La forme de la Société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés.

NEUVIEME DECISION

En tant que de besoin, la collectivité des associés donne pouvoir au Président, à l'effet d'établir et signer la Déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L 236-6 du Code de Commerce.

DECLARATIONS FISCALES

I - Dispositions générales

Les représentants de la société absorbante et de la société absorbée obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits à titre de fusion.

II - Impôt sur les sociétés

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la fusion prendra effet le 1^{er} octobre 2013. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de la société CABINET CLAUDE BONNET, société absorbée, seront englobés dans le résultat imposable de la société absorbante.

Le représentant de la société CABINET CLAUDE BONNET, société absorbée et de la Société CABINET LAMBION, société absorbante déclare placer la présente fusion sous le régime spécial mentionné à l'article 210 A du Code général des impôts.

La présente fusion retenant les valeurs comptables au 30 septembre 2013 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la Société CABINET LAMBION, société absorbante, reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée.

En application de l'article 210 A du CGI, la Société CABINET LAMBION, société absorbante, prend les engagements suivants :

- La société absorbante calculera les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société CABINET CLAUDE BONNET, société absorbée à la date de la prise d'effet de la fusion ;

- La société absorbante reprendra au passif de son bilan les provisions dont l'imposition est différée chez la société CABINET CLAUDE BONNET, société absorbée ;

- La société absorbante réintègrera dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixées par l'article 210 A (d- de l'alinéa 3) du CGI, les plus-values éventuellement dégagées sur les biens amortissables apportés ;

- La société absorbante se substituera à la société CABINET CLAUDE BONNET, société apporteuse pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

- La société absorbante inscrira à son bilan, les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société CABINET CLAUDE BONNET, société absorbée.

III - Enregistrement

La fusion sera soumise au droit fixe prévu par l'article 816-I du Code Général des impôts.

IV - Obligations déclaratives

Le soussigné, ès-qualité, au nom de la Société absorbante, s'engage expressément :

- à joindre à sa déclaration de résultats souscrite au titre de l'exercice de réalisation de l'opération et des exercices suivants et, ce tant que subsistent à l'actif du bilan des éléments auxquels est attaché un report d'imposition, un état de suivi des valeurs fiscales des éléments amortissables et non amortissables apportés et bénéficiant d'un sursis d'imposition conformément à l'article 38 quindecies de l'annexe III du Code Général des Impôts en application de l'article 54 septies I dudit code,

- en ce qui concerne la société absorbante, à tenir le registre spécial des plus-values sur éléments d'actifs non amortissables dont l'imposition a été reportée et prévu par l'article 54 septies II susvisé.

Le soussigné, ès qualité, au nom de la Société absorbée, s'engage expressément :

- à produire, dans un délai de soixante jours à compter de la réalisation de la fusion, un bilan de cessation d'activité au service des impôts dont elle relève, la Société absorbée se trouvant en cessation d'activité telle que prévue à l'article 201 du Code Général des Impôts ;

- à joindre à ce bilan de cessation d'activité, un état de suivi des valeurs fiscales des éléments amortissables et non amortissables apportés et bénéficiant d'un sursis d'imposition conformément à l'article 38 quindecies de l'annexe III du CGI en application de l'article 54 septies I de ce même code.

V - Taxe sur la valeur ajoutée

Les représentants de la société absorbée et de la société absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI. Par conséquent les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci."

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les associés et le Président, après lecture.

Madame Lydie MARCHAIS-RENOUX



La Société ABACUS
Représentée par Madame Lydie
MARCHAIS-RENOUX



Enregistré à : SIE DE NANTES SUD EST - ENREGISTREMENT

Le 17/04/2014 Bordereau n°2014/1 233 Case n°18

Ext 5297

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administratif des finances publiques



M. Patrice MARTIN